

HIER, L'ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE

**L**e Conseil de sécurité de l'ONU a examiné le projet de résolution présenté lundi par la France. Les discussions se poursuivaient hier dans la soirée et le texte pourrait être voté aujourd'hui. Paris souhaite le déploiement pendant deux mois d'une force multinationale sous commandement français, qui serait chargée de protéger les civils en danger au Rwanda en attendant l'arrivée de renforts de Casques bleus. Mais l'initiative de la France n'a guère suscité d'échos chez ses partenaires.

**Le FPR a affirmé hier qu'il s'opposera «par tous les moyens» à une intervention française.** «Le Front patriotique rwandais a reconnu la résolution de l'ONU mettant en place la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda (Minuar II), mais ne reconnaîtra aucune autre résolution.» Le président du FPR, Alex Kanyarengwe, qui se déclare toutefois prêt à recevoir aujourd'hui l'émissaire français, explique sa position à «Libération» (page 4).

**L'OUA, hier à Addis-Abeba, s'est également déclarée hostile à une intervention française, dont elle a souligné les «dangers», et a demandé l'envoi au Rwanda de nouveaux soldats africains.**

**RWANDA: UNE INTERVENTION A HAUT RISQUE**

**U**ne vingtaine d'hommes, les premiers militaires français, sont déjà sur place à la frontière zairo-rwandaise pour préparer, «techniquement», l'intervention militaro-humanitaire au Rwanda proposée par la France. Hier, dans le cadre de «l'opération Turquoise», nom de code de l'intervention, cette avant-garde «d'évaluation» aurait notamment examiné l'état des pistes d'aviation à Bukavu et à Goma, les deux villes frontalières qui, dans l'est du Zaïre, serviront de têtes de pont. En attendant un vote favorable du Conseil de sécurité, au sein duquel ont été exprimées des réticences, la «force multinationale sous commandement français» manque cependant de contingents: hier soir, seul le Sénégal avait pris un engagement ferme de participation, le Congo et l'Italie, l'unique allié européen, posant des conditions à l'envoi d'un contingent.

«S'il n'y a que des soldats blancs, ils risquent d'être déchiquetés vivants», a estimé le ministre italien des Affaires étrangères, Antonio Martino, exigeant, outre le mandat de l'ONU, «une véritable force multinationale». Pour sa part, l'Organisation de l'unité africaine (OUA) a exprimé son «inquiétude compte tenu de l'hostilité déclarée d'une des parties belligérantes», craignant des «complications»... Le Conseil mondial des églises a de son côté demandé à la France de s'abstenir de toute action militaire, estimant que le déploiement d'un contingent français «aggraverait presque sûrement les tensions».

A New York, au Conseil de sécurité de l'ONU, plusieurs pays ont également manifesté des réserves sur le projet français de résolution. Elles ne devraient cependant pas entraver son adoption finale, probablement aujourd'hui. Certains petits pays sont par principe opposés à des interventions décidées et mises en œuvre par les grandes puissances qui, fortes de leur poids au Conseil de sécurité, obtiennent aisément un blanc-seing.

C'est le cas de la Nouvelle-Zélande qui conteste le principe d'un contingent placé sous commandement français. Le Nigeria a également fait part de «réticences», qui seraient, selon les diplomates français, le reflet des critiques des rebelles rwandais du FPR contre toute implication de la France. Lagos est aussi mécontente des remontrances voilées du secrétaire général de l'ONU envers les pays africains dont les contributions sont jugées insuffisantes.

Lundi, le secrétaire général de l'ONU Boutros Boutros-Ghali avait publié une lettre soutenant l'initiative française et dressant une liste détaillée des offres qui lui étaient faites dans le cadre de la Minuar (Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda): à l'exception de l'Ethiopie, tous les pays africains - y compris le Nigeria - conditionnent leur participation à l'équipement complet de leurs troupes, ce qu'il apprécie modérément le secrétariat général de l'ONU.

Parmi les cinq membres permanents, les Russes et les Chinois fondent pour leur part leurs réserves sur les risques d'une intervention quasi unilatérale qui n'a pas, sur place, l'accord des parties belligérantes. Il semblerait cependant que ce type de réticences se soient manifestées surtout afin d'être notées au cas où, par la suite, les choses tourneraient mal... La délégation russe a fait comprendre qu'elle ne s'opposerait pas au vote, pas plus que celle de la Chine. Mardi soir, de nouvelles réunions informelles étaient prévues au Conseil.

Afin de calmer les critiques, la France a consenti à des modifications mineures au projet de résolution, qui précise notamment que «la situation actuelle au Rwanda constitue un cas unique qui exige une action immédiate et exceptionnelle». Le texte insiste aussi sur «le caractère strictement humanitaire» de l'opération, limitée à deux mois à dater de l'adoption de la résolution (le secrétaire général Boutros-Ghali préconisait un minimum de trois mois). «On est allé dans le sens des garanties demandées par plusieurs délégations», reconnaissait hier le représentant de la France.

Stephen SMITH et, à New York, Frédéric FILLOUX



Camp de réfugiés hutus de Benako, en Tanzanie. Le

**Cinq questions sur**

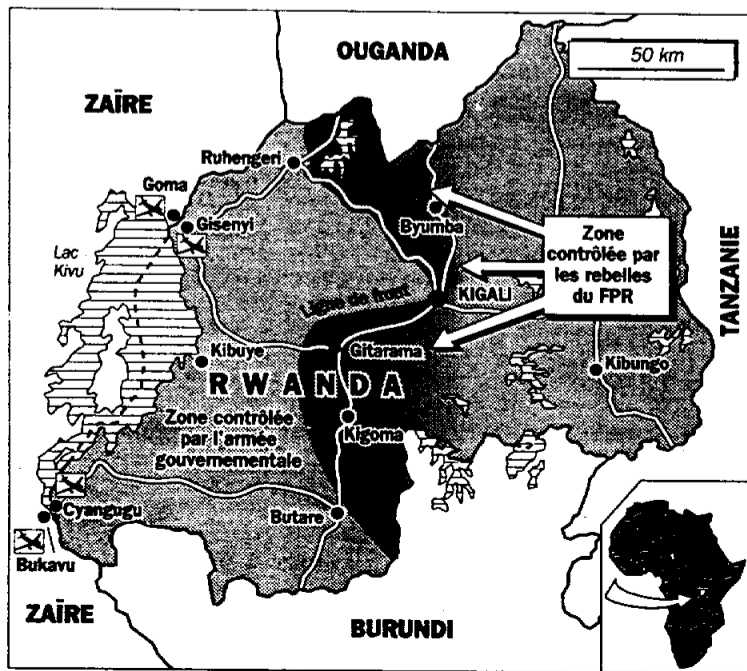
**Une action des militaires français, stationnés au Rwanda. Et l'opération pourrait bénéficier, en**

**L**es troupes françaises, en cours d'acheminement vers le Zaïre voisin, se tiennent prêtes à intervenir au Rwanda dès que le Conseil de sécurité de l'ONU les y autorisera par son vote. «pour protéger des civils menacés de mort». Tant sur le plan opérationnel que politique, cette intervention continue cependant de poser des problèmes.

**Par où arriveraient les troupes françaises?** A partir de Goma et de Bukavu, au Zaïre, la «force multinationale sous commandement français» entrera au Rwanda pour, dans un premier temps, sécuriser les aéroports de Gisenyi et de Cyangugu, les deux villes frontalières jumelles. Elle disposera ainsi de quatre pistes capables d'assurer un déploiement rapide des troupes et, par la suite, l'acheminement du matériel militaire - notamment des véhicules de l'avant blindés (V.A.B.) dotés de canons de 20 mm -

et du flux des ravitaillements. Débarquant, «dans un premier temps», sans moyens d'artillerie, les forces françaises engageraient cependant des hélicoptères de combat. Au total, 2300 hommes, dont 1300 pour la logistique, sont en instance de partir «sur zone». Il s'agit «à 80% d'éléments français prépositionnés en Afrique», en République centrafricaine, à Djibouti, au Sénégal, en Côte-d'Ivoire et au Gabon. Constitué exclusivement de professionnels, le contingent d'intervention sera complété par des unités stationnées en métropole, notamment de la Force d'action rapide (FAR).

**Le Zaïre est-il la meilleure base?** C'est surtout la seule. Etant de la même composition ethnique que le Rwanda (85% de Hutus et 15% de Tutsis), le Burundi, au sud, souffre de la même polarisation et risquerait l'explosion en cas de passage des forces françaises. Hier déjà, à Bujumbura, une





## A REFUSE SON SOUTIEN A UNE INTERVENTION FRANÇAISE



11 juin, un homme soupçonné d'être tutsi et d'appartenir au FPR est lynché par la foule.

## une mission contestée

Zaire dans l'attente de la décision de l'ONU, risque d'aboutir au partage le tirant de son isolement, au régime du président Mobutu.

manifestation antifrançaise a mobilisé l'opposition et un journaliste français y a été pris à partie. Du fait de la tension, près de 600 expatriés français ont, d'ores et déjà, quitté le pays.

Une hostilité similaire risque d'entraîner l'opération française dans l'est du Zaïre. Cette région, totalement délaissée par le pouvoir central, est non seulement largement acquise à l'opposition radicale qui vient d'appeler à la «résistance contre la recolonisation par la France», mais elle est aussi habitée, au nord, par des centaines de milliers de Banyarwanda (littéralement: les «gens du Rwanda»), la seconde génération de l'immigration. Ceux-ci, difficilement tolérés, risquent de prendre parti pour ou contre l'opération. Preuve qu'il s'agit d'un danger réel: dès hier, selon nos informations, la garde civile zairoise sous le commandement du général Baramoto a procédé à Goma à des rafles antitutsies. Motif invoqué: la

«préparation» de l'opération humanitaire de la France...

Quel est le prix politique du soutien logistique accordé par le Zaïre? Il est énorme, à considérer que le président du Zaïre, le maréchal Mobutu, est officiellement toujours interdit de séjour en France. Il y a deux ans seulement, le chef de l'Etat zairois affirmait publiquement que «certains à Paris» voulaient sa «tête». A l'époque, il se trompait à peine. En 1991, dans le cadre d'une opération d'évacuation de Français, Paris avait en effet envisagé de le faire «débarquer» dans le même mouvement. Or, à présent, le maréchal-Président se voit remis en selle. Le chef de l'Etat zairois peut négocier, en contrepartie de son soutien, la reprise de la coopération militaire et civile interrompue, en guise de mise en quarantaine du régime, il y a trois ans.

A quel accueil les troupes françaises doivent-elles s'attendre au Rwanda?

De façon embarrassante, il a toutes les chances d'être triomphal dans la «zone gouvernementale», où les auteurs du génocide (militaires, miliciens et comités d'autodéfense hutus) considèrent la France comme «puissance alliée» venant à leur secours contre les forces rebelles. C'est, en tout cas, l'expérience de tous les journalistes français ayant séjourné dans cette zone: brandissant leurs armes, les miliciens aux barreaux routiers les ont acclamés comme «amis», à la grande différence des Belges...

Du côté des rebelles, de façon symétrique, les sentiments sont hostiles. «On ne vous a pas encore présenté un cadavre français, mais ça ne saurait tarder», a promis hier un officier du FPR à un journaliste de l'agence Reuters. Cependant, les troupes françaises n'envisagent pas de pénétrer dans la zone - les deux tiers du pays - contrô-

## Les raisons d'un revirement français

Si le principe de l'intervention est acquis, l'accord n'est pas total entre le Quai d'Orsay, Matignon et l'Elysée.

Le projet d'intervention française au Rwanda soulève bien des questions. Dont une particulièrement troublante: comment la France, qui s'était empressée de retirer le contingent envoyé sur place dès qu'il a eu fini de procéder à l'évacuation de plus d'un millier d'Occidentaux, a-t-elle changé de politique?

Deux déclarations d'Alain Juppé illustrent cette évolution. La première remonte au 11 mai, c'est-à-dire un bon mois après le début du génocide rwandais. Le ministre français des Affaires étrangères «planche» à Washington devant un parterre d'experts réunis à l'université John Hopkins. Interpellé à propos de la passivité de la France dans le drame du Rwanda, il répond notamment: «C'est vrai qu'on nous reproche de ne pas avoir débarqué en force pour nous interposer entre les combattants. Je voudrais dire quelque chose qui va sans doute vous choquer profondément. Je ne crois pas que la communauté internationale puisse aller faire la police partout sur la planète et envoyer, partout où les gens se battent, des forces d'interposition.» La deuxième déclaration d'Alain Juppé est extraite du «point de vue» qu'il a publié dans *Libération* du 16 juin pour annoncer le projet français d'intervention. «La communauté internationale, écrit-il, a fait preuve d'une passivité coupable (...). C'est un véritable devoir d'intervention que nous avons au Rwanda. Il n'est plus temps de déplorer les massacres les bras croisés mais de prendre des initiatives.»

Que s'est-il passé entre ces deux dates, outre la poursuite des massacres au Rwanda et l'avancée des «rebelles» rwandais, en majorité tutsis, du Front patriotique (FPR)? Peu de choses, sinon l'émotion des Français et de quelques ministres - dont Alain Lamassoure - devant le drame. Le temps écoulé, fait-on cependant remarquer dans l'entourage d'Alain Juppé, a permis à la France de «soldier son passif» au Rwanda, autrement dit de faire un peu oublier ses responsabilités dans le soutien apporté au régime du président assassiné Juvénal Habyarimana, malgré des massacres antérieurs de Tutsis et malgré son manque d'empressement à appliquer les accords pluralistes d'Arusha. Le moment, ajoute-t-on, était venu d'agir et de prouver que la France a encore une politique africaine. D'où un communiqué du Quai d'Orsay, publié le 11 juin, mais passé relativement inaperçu du fait des élections européennes. Après avoir condamné de nouveaux massacres intervenus à Kigali, ce texte réclamait, à la veille du sommet de l'OUA à Tunis, que «les pays de la région exercent toutes les pressions pour obtenir l'arrêt immédiat des combats» et faisait part de la disposition de la France à équiper la Minuar, la force d'interposition dont l'ONU venait de décider l'augmentation des effectifs. «Si les combats et les exactions se poursuivent, la France considère que la communauté interna-

tionale devra prendre de nouvelles initiatives afin qu'un cessez-le-feu intervienne dans les plus brefs délais», concluait ce texte.

Dès le mardi 14 juin, au cours d'une réunion interministérielle à Matignon, le principe d'une intervention française est retenu, malgré le manque d'enthousiasme du ministre de la Défense François Léotard. Il sera confirmé le lendemain à l'Elysée, au cours d'un conseil restreint, mais on écartera l'idée d'une participation française à la Minuar, dont les renforts ne seront pas envoyés au Rwanda avant deux ou trois mois, pour cause notamment de déficiences logistiques. Le temps presse et pas question de s'engager dans une opération de longue durée, surtout «sous un commandement international ignorant tout du terrain». L'idée est d'agir rapidement, sous commandement français mais avec le feu vert de l'ONU, en attendant l'arrivée du gros des cinq mille hommes de la Minuar. C'est dans ce contexte qu'intervient, en marge du sommet de l'OUA de Tunis et conformément aux souhaits français, un cessez-le-feu plus symbolique que réel entre combattants rwandais.

François Mitterrand, qui n'avait guère apprécié le retrait précipité du contingent français chargé d'évacuer les Occidentaux de Kigali, approuve sans réserve toute l'opération. Edouard Balladur approuve lui aussi mais s'inquiète de la présence d'autres pays aux côtés de la France. Le 21 juin, seul le Sénégal avait confirmé son engagement. L'Italie, impressionnée par les menaces du FPR, paraissait devoir déclarer provisoirement forfait malgré une conversation téléphonique, mardi, entre Edouard Balladur et Silvio Berlusconi. Quant au contingent zairois proposé par Mobutu, il a été jugé trop compromettant pour être accepté.

Ces difficultés, estime-t-on chez les plus résolus, devraient s'estomper après le vote du Conseil de sécurité. On compte beaucoup sur ce mandat international pour désarmer l'hostilité du FPR à l'opération française. «Peut-être pas dans l'immédiat, mais après quelques jours de présence française, lorsque le FPR se rendra compte de la vraie nature de l'intervention française.» En attendant la suite des événements, le Premier ministre a clairement manifesté hier ses préoccupations en insistant, devant le groupe RPR, sur les restrictions qu'il avait imposées à l'intervention française: feu vert de l'ONU, durée limitée à «quelques semaines», accord d'autres pays mais aussi positionnement des troupes au Zaïre et interdiction d'opérations «en profondeur» à l'intérieur du Rwanda.

A y regarder de plus près, on décèle plus que des nuances sous une façade d'unanimité: la résolution d'un Alain Juppé et d'un François Mitterrand est nettement tempérée par les prudences du trio Edouard Balladur, François Léotard, Michel Roussin.

Jacques AMALRIC



## LE CONSEIL DE L'ONU DOIT VOTER AUJOURD'HUI

# « Paris veut maintenir le régime à tout prix »

Dans une interview exclusive, Alex Kanyarengwe, président du Front patriotique, rend la France responsable de la tragédie rwandaise et prédit un embrasement de la région en cas d'intervention.

... lée par les rebelles (entre 14000 et 20000 hommes, équipés de pièces d'artillerie et de missiles sol-air du type SAM). Elles comptent se déployer dans l'ouest du Rwanda. « où se trouvent des concentrations de réfugiés et avec pour objectif de protéger des populations civiles ». Ce qui, militairement, stabiliserait l'actuel front et, politiquement, aboutirait à la création d'un « hutu-land » sanctuarisé par la France.

**Pourquoi des Casques bleus ne peuvent-ils pas intervenir d'urgence ?** Par manque de moyens, d'équipement et, aussi, faute d'une volonté politique de leur conférer un mandat - offensif - adapté à la mission. Sur place, 450 Casques bleus de l'ONU attendent depuis le 17 mai l'arrivée des 5000 hommes dont le Conseil de sécurité a autorisé le déploiement. Neuf pays africains se sont déclarés prêts à envoyer un contingent mais, malgré le « soutien logistique et matériel » promis par plusieurs pays occidentaux (Italie, France, Etats-Unis, Grande-Bretagne), leur acheminement ne peut intervenir, selon l'ONU, que « d'ici deux ou trois mois ». La raison : les avions militaires actuellement mobilisés, prêtés ou affrétés pour l'opération sous commandement français, ne le seraient pas pour transporter des troupes africaines. Plus important : en vertu d'un consensus tacite entre grandes puissances, le Conseil de sécurité ne voterait pas un mandat offensif, au chapitre VII de sa Charte, pour une opération sans participation occidentale.

Stephen SMITH  
et Dominique GARRAUD

## La solidarité s'organise

Harlem Désir, fondateur de SOS Racisme, et Fodé Sylla, président actuel de l'association, sont depuis lundi soir en Ouganda d'où ils essayaient de gagner le Rwanda. Leur objectif est d'« évaluer la situation et voir dans quelles conditions l'aide pourra être acheminée efficacement ». SOS Racisme participe, avec une vingtaine d'associations humanitaires, au Comité France-Rwanda urgence, qui lance une campagne d'information et de collecte de fonds.

Dans ce comité se côtoient Médecins du monde, Handicap international, Pharmaciens sans frontières, la Cimade (Comité œcuménique d'entraide), la Fondation France-Liberté, SOS Racisme, Emmaüs, le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD), Frères des hommes ou le Comité français de solidarité internationale.

Les participants du Comité se sont prononcés contre une intervention directe du gouvernement français au Rwanda, rendue « inacceptable », selon eux, par le soutien apporté pendant des années au régime de l'ancien président Juvénal Habyarimana. Première étape de sa campagne, le Comité lance une semaine d'information et de collecte de fonds du 27 juin au 3 juillet avec l'ouverture d'un CCP (9014 D Paris), la diffusion d'un bulletin et d'un appel, et la mise à disposition dans les mairies de certaines villes d'un espace de collecte.

### Mulindi, envoyé spécial

A dix kilomètres de la frontière ougandaise, sur une colline plantée d'eucalyptus, le Front patriotique rwandais (FPR) a établi son quartier général dès le début de la guerre, en octobre 1990. La bourgade de Mulindi désertée a été transformée en caserne. Les soldats du FPR se sont installés dans les maisons de terre des ouvriers des plantations de thé, l'état-major dans les résidences de la direction de l'usine. C'est dans une de ces maisons que Alex Kanyarengwe, le président du Front patriotique rwandais (FPR), nous a reçus hier, au moment où il apprenait l'arrivée au Zaïre des premières forces françaises.

**LIBERATION. Croyez-vous à la sincérité de l'initiative française destinée à apporter une aide humanitaire aux populations civiles victimes des massacres dans votre pays ?**

ALEX KANYARENGWE. La France est présente au Rwanda depuis le déclenchement de la guerre civile en octobre 1990. Dès les premiers jours, elle a dépêché un contingent militaire pour évacuer ses ressortissants de Kigali en disant qu'elle se retirerait dès sa mission accomplie. En fait, les troupes françaises sont restées et se sont mises aux côtés des troupes gouvernementales, qu'elles ont assistées financièrement et technologiquement. Dès ce moment, il est devenu clair que Paris ne voulait pas d'une victoire du FPR. Il a fallu attendre que les Américains interviennent en faveur de l'application des accords de paix d'Arusha pour que la France accepte de se retirer.

**LIBERATION. Certains observateurs estiment que cette initiative de la France est principalement destinée à lui redonner une neutralité alors qu'elle a été mise en cause pour avoir soutenu un régime responsable de nombreux massacres.**

A.K. La tragédie que nous vivons est issue de toutes les tractations et manœuvres de la France, destinées à maintenir en place le parti au pouvoir du président Habyarimana. Ce régime était totalement dictatorial et a été plusieurs fois dénoncé pour avoir commis des massacres et des assassinats politiques. La France a soutenu et des financements importants. C'est normal que la France se sente responsable de cette tragédie et qu'elle essaie aujourd'hui d'empêcher la disparition du MRND (l'ex-parti unique), et surtout l'arrêt des enquêtes internationales qui pourraient démontrer la complicité de la France dans les agissements du pouvoir.

Il faut maintenant que ces enquêtes puissent se dérouler normalement et que les responsables de massacres soient jugés. Dès le début de ces exactions, tous les pays qui ont rapatrié leurs ressortissants sont partis. La France, qui est restée, aurait pu plaider aux Nations unies pour que les

2500 Casques bleus ne soient pas retirés et exiger, en tant que membre influent du Conseil de sécurité, la fin des massacres, en réclamant un renforcement de ce dispositif. De plus, du fait qu'elle continuait d'entretenir des liens militaires, politiques et diplomatiques avec ce gouvernement, elle aurait pu exiger de ses « élèves » qu'ils mettent un terme à ses massacres.

**LIBERATION. Il se cache donc selon vous un plan secret derrière l'initiative humanitaire française...**

A.K. Dans les déclarations françaises, il y a toujours derrière la notion d'humanitaire celle, plus discrète, de l'interposition. Elle a été évoquée par le président Mitterrand lui-même lors de son intervention télévisée à l'occasion de la clôture des cérémonies du 6 juin. Ils veulent aussi lier les combats entre le FPR et les Forces gouvernementales aux massacres perpétrés contre la population civile soupçonnée de soutenir le FPR.

**LIBERATION. Sur le plan militaire, existe-t-il un lien entre l'imminence du vote au Conseil de sécurité et l'accélération de votre campagne militaire ?**

A.K. Absolument pas. Les récentes avancées effectuées par nos troupes vers l'Est et le Sud n'ont rien à voir avec cette décision. Quant aux combats que nous menons sur la capitale Kigali, ils relèvent d'une stratégie qui

nous amène à faire une guerre d'usure dans les centres villes et une guerre éclair dans les campagnes, destinée à sauver le plus de vies humaines victimes des tueries.

**LIBERATION. Si votre avancée sur le territoire, que vous contrôlez aujourd'hui aux deux tiers, se poursuit, seriez-vous prêt à accepter une reddition des forces gouvernementales ?**

A.K. Nous préfererions un certain consentement de leur part pour pouvoir convenir des moyens de reconstruire le pays. Dans l'esprit des accords de paix d'Arusha, qui constituent un cadre politique à la reconstruction de notre pays, nous serions prêts à accueillir le MRND, à condition que ses membres soient amenés à répondre de leurs actes. Il faudra, bien entendu, revoir le rôle du MRND tel qu'il avait été défini dans les accords d'Arusha, étant donnée sa responsabilité dans la tragédie que nous vivons. C'est pour cela que nous avons tenu à ce qu'il y ait une enquête internationale sur les crimes commis.

**LIBERATION. L'ancien ambassadeur de France au Rwanda souhaite revenir pour présenter l'initiative française. Seriez-vous prêt à le recevoir ?**

A.K. Tout contact est intéressant. Il doit d'ailleurs arriver mercredi et je ne vois pas d'inconvénient à le recevoir.

**LIBERATION. Quelles conséquences pourraient avoir l'entrée en guerre,**

que vous supposez, de la France au Rwanda ?

A.K. Si la France intervient militairement, cette guerre va changer et risque de s'aggraver. Et les populations que le gouvernement français dit vouloir protéger deviendraient alors elles-mêmes les victimes de cette intervention. De plus, cela risquerait d'embraser toute la région. Au Zaïre comme au Burundi, il existe les mêmes configurations géographiques et les mêmes types de populations. C'est la région entière qui se sentirait ainsi concernée.

**LIBERATION. A Paris, on considère le FPR comme un mouvement de la minorité tutsie, avec un potentiel électoral maximal de 15 %. On imagine mal que vous remettiez le pouvoir entre les mains du vainqueur des élections que vous vous êtes engagé à organiser une fois la paix revenue.**

A.K. Vous les Occidentaux, vous nous dites de suivre votre modèle de démocratie. Je pensais que la démocratie se jugeait aux actes et aux idées. La démocratie s'acquiert par l'adhésion à une certaine politique et à un programme social. Nous ne la voyons pas sous une couverture ethnique où dominent les privilèges et où règne l'exclusion. Ce qui a été le fait du régime que la France a soutenu et tente encore aujourd'hui de maintenir à tout prix.

Recueilli par Alain FRILET

## « L'image de la France est ternie »

Hutu modéré, Faustin Twagiramungu est le Premier ministre pressenti pour un gouvernement de transition. Il s'oppose à l'envoi d'une force française au Rwanda.

### New-York, correspondance

Qu'est-ce qu'on peut faire devant toutes ces puissances réunies. Il y a une complicité, on l'a constatée. Nous ressentons de la frustration, mais nous n'allons pas nous suicider pour autant. » Faustin Twagiramungu (d'ethnie hutue), Premier ministre désigné par les accords d'Arusha (1), et considéré comme un modéré, n'avait pas toute sa verve hier matin dans sa chambre d'hôtel de New York alors qu'il attendait la décision du Conseil de sécurité sur le projet français de force d'intervention humanitaire au Rwanda. « Le secrétaire général Boutros-Ghali m'a dit lundi que même s'il s'agissait du diable, il l'enverrait au Rwanda pour sauver les gens de la situation qui y prévaut actuellement. Comme la France s'est présentée et qu'aucune autre capitale occidentale n'était prête à s'impliquer, alors il semble que la France ira au Rwanda. »

Tout comme les tenants du Front patriotique rwandais (FPR), Faustin Twagiramungu et son parti, le Mouvement de la république démocratique s'opposent à l'envoi d'une force française au Rwanda, sans toutefois cautionner un recours à la force contre les Casques bleus français qui seraient dépêchés dans son pays. Il le répète depuis son

passage à Montréal dimanche. Il soupçonne en fait Paris d'avoir un plan caché, celui de vouloir appuyer les militaires rwandais. « Ces militaires et la garde présidentielle ont été formés par la France, rappelle-t-il. Ils nous ont mené la vie dure depuis le début avril en nous massacrant. Personnellement, je ne peux pas oublier que j'ai échappé de justesse à la mort. La garde présidentielle est venue frapper à ma porte pour m'assassiner, mais j'avais été prévenu. Tous mes collègues, eux, ont été tués. Je dois me battre contre tout ce qui pourrait mettre ces militaires en position de force. »

Le Premier ministre désigné avait l'idée de convaincre le Premier ministre canadien Jean Chrétien, qu'il devait rencontrer cette semaine, de prendre l'initiative à la place de la France. Convaincu d'avoir perdu la bataille devant le Conseil de sécurité, il a laissé tomber l'idée. « Pourquoi la France est-elle soudainement intéressée par le Rwanda après trois mois de conflit ? Il serait de loin préférable que des pays qui n'ont pas trempé dans ces histoires de néo-colonialisme, comme le Canada, les Pays-Bas ou l'Italie, s'impliquent. La France n'inspire pas la confiance. Elle aurait pu intervenir avec l'assentiment international dès le début. Elle

aurait pu sauver des vies. Mais, maintenant, son image est ternie et elle voudrait montrer au reste du monde qu'elle n'est pas si méchante. »

Outre ces raisons, qu'il avance pour justifier son opposition au déploiement de Français au Rwanda, Faustin Twagiramungu reproche à la France de ne pas l'avoir consulté : « Bien sûr, on aurait voulu être consultés. On aurait demandé des explications. Mais on a appris que les soldats français vont partir, qu'ils sont déjà stationnés quelque part au Zaïre. C'est un peu anormal. Il aurait fallu que nous soyons informés... Mais, si les Français vont là, pour arrêter les massacres comme ils le disent, en essayant de mater les miliciens qui tuent, en essayant de maîtriser cette fameuse garde présidentielle qu'ils ont eux-mêmes formée, ce serait finalement positif. Il s'agit évidemment d'une opération à risque. Mais selon nous, l'important est que la Minuar 2 soit mise en place, ainsi que les institutions démocratiques prévues par les accords d'Arusha. »

Michel BELLEMARE

(1) Accord de paix, signé en août 1993 à Arusha en Tanzanie. Ils prévoyaient l'organisation d'une période de transition jusqu'à la tenue d'élections générales.